

**Marché de
Prestations de service TIC**

**MARCHÉ 8-2025
Règlement
de la consultation**

Objet de la consultation

**Maintenance d'une solution antivirus mutualisée et
Acquisitions complémentaires**

Date limite de réception des offres : 16/01/2026 à 12h

Lieu de remise : <https://www.marches-securises.fr>

SOMMAIRE

Article 1	Organisation de la commande au niveau de l'acheteur	4
Article 2	Etendue de la consultation	4
Article 3	Découpage des prestations	4
Article 4	Nomenclature CPV	4
Article 5	Objet du marché	4
Article 6	Forme du marché	4
Article 7	Durée de l'accord-cadre/ du marché	5
Article 8	Variantes	5
Article 9	Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement	5
Article 10	Emploi de personnes en difficulté d'insertion	5
Article 11	Conditions environnementales	5
Article 12	Délivrance du dossier de consultation des entreprises	5
Article 13	Modifications majeures du dossier de consultation	6
Article 14	Modifications mineures du dossier de consultation	6
Article 15	Interdiction de soumissionner	6
Article 16	Forme juridique des groupements	6
Article 17	Présentation des candidatures conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique	6
Article 18	Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique	7
Article 19	Présentation des offres	8
Article 20	Signature des documents transmis par le candidat	8
Article 21	Délai de validité des offres	8
Article 22	Examen des candidatures	9
Article 23	Examen des offres	9

Article 24	Cohérence de l'offre	9
Article 25	Demande de renseignements	9
Article 26	Critères d'attribution	10
Article 27	Conditions d'envoi ou de remise des offres	11
Article 28	Conditions d'envoi par transmission électronique	11
Article 29	Echanges d'informations	12
Article 30	Infructuosité	12
Article 31	Vérification de la situation de l'attributaire envisagé	13

Article 1 Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Coordonnateur du groupement :

SOLURIS

2 rue des Rochers

17100 SAINTES

Tél : 05.46.92.39.05

Mél : contact@soluris.fr

Adresse Internet : <http://www.soluris.fr/>

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Membres du groupement, en plus de Soluris :

Agence Landaise Pour l'Informatique (ALPI 40)

Place de la Caserne Bosquet

40000 Mont-de-Marsan

Téléphone : 05 58 85 80 00

Adresse Internet : www.alpi40.fr

Article 2 Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

Article 3 Découpage des prestations

Il n'est pas prévu de découpage en lots. Les prestations seront attribuées par accord-cadre unique.

Article 4 Nomenclature CPV

48760000-3 Logiciels de protection antivirus

48761000-0 Logiciels antivirus

Article 5 Objet du marché

Le présent marché concerne la maintenance d'une solution antivirus mutualisée, d'acquisitions complémentaires et d'une console d'administration pour les membres du groupement et leurs adhérents.

Article 6 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande monoattributaire passé par un pouvoir adjudicateur avec montants minimum et maximum annuels de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 7 Durée de l'accord-cadre/ du marché

La durée du marché ne se confond pas avec le délai d'exécution des prestations.

Le marché commence à compter de sa notification.

L'accord-cadre a une durée initiale de 12 mois. Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois. La durée totale maximale de l'accord-cadre est fixée à 48 mois.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

Le délai d'exécution des bons de commande est fixé par l'acheteur dans le Dossier de Consultation des Entreprises ou dans les bons de commandes le cas échéant.

Article 8 Variantes

Il n'est pas exigé de variante de la part du pouvoir adjudicateur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

Article 9 Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le montant estimé des prestations similaires est de 10 000.00 euros HT.

Article 10 Emploi de personnes en difficulté d'insertion

Les candidats devront prendre en compte qu'en application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre aura l'obligation, dans le cadre de l'exécution des prestations, de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, dans les conditions fixées au CCAP.

Article 11 Conditions environnementales

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans les pièces techniques, le cas échéant.

Article 12 Délivrance du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat, il est téléchargeable sur le site : <https://www.marches-securises.fr>

Le DCE est composé des documents suivants :

- Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Acte d'engagement
- Règlement de Consultation
- Bordereau des prix unitaires (BPU)
- La Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) de Soluris
- Le contrat de sous-traitance au sens du Règlement Général à la Protection des Données (RGPD).

Article 13 Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article R2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées.

Article 14 Modifications mineures du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 15 Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure certaines candidatures, en particulier dans les cas qui suivent, sauf si le candidat a, dans un délai de 2 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, démontré qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation de l'accord-cadre public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un accord-cadre public antérieur.

Article 16 Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

L'acheteur n'exige pas que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution de l'accord-cadre.

Article 17 Présentation des candidatures conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Dépôt classique :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété,
- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété
- Les références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur 3 ans.
- Les titres d'études et professionnels exigées du prestataire de services, ou du personnel d'encadrement, des formateurs
- Une attestation d'assurance professionnelle

Dépôt MPS:

- La déclaration de candidature générée par la plateforme (DUME)

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie : (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Pour justifier des capacités techniques, professionnelles et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

Article 18 Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

L'acheteur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

DUME électronique :

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique :

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Article 19 Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement et ses éventuelles annexes, complété, daté par le candidat,

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS.

- Le bordereau des prix unitaires au format d'origine (Excel)
- Le mémoire technique (Document contractuel) ou équivalent répondant aux exigences du Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La PSSI
- Le contrat de sous-traitance RGPD

Article 20 Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique. Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

Article 21 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

Article 22 Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qu'il fixera.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements exigés dans le cadre de la présente consultation.

Les candidatures dont les garanties professionnelles, techniques et/ou financières par rapport à l'objet du marché sont insuffisantes, seront rejetées. Les offres correspondantes ne seront pas analysées.

Article 23 Examen des offres

Avant classement des offres, celles-ci sont examinées en termes de conformité.

En appel d'offres ouvert, seules les offres irrégulières sont régularisables. Les offres inappropriées et inacceptables seront rejetées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Article 24 Cohérence de l'offre

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 25 Demande de renseignements

Les opérateurs économiques pourront demander des renseignements complémentaires au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

Les demandes de renseignements d'ordre administratif et/ou technique seront effectuées via le profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.

Chaque concurrent sera informé de l'ensemble des questions posées et des réponses données. Les réponses seront apportées 5 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats seront réputés en avoir eu connaissance et devront en tenir compte dans la rédaction de leur offre.

Article 26 Critères d'attribution

- Critère 1 : Valeur technique de l'offre – 60 points

Fonctionnalités proposées (20 points)	Capacité de détection (heuristique, comportementale, signature)	6 points
	Protection contre ransomware, phishing, rootkits, crypto	6 points
	Contrôle des périphériques	4 points
	Alertes	4 points
Performance / impact sur les postes de travail (10 points)	Légèreté de la solution	3 points
	Consommation CPU/mémoire	5 points
	Rapidité des analyses	2 points
Administration et supervision (15 points)	Console centralisée	2 points
	Intégration pare-feu	5 points
	Tableaux de bord, alertes	2 points
	Déploiement à distance, politiques de sécurité	2 points
	Décompte des licences / suppression des comptes	4 points
Mises à jour et réactivité face aux menaces (10 points)	Fréquence des mises à jour	2 points
	Temps de réaction face à une nouvelle menace	8 points
Conformité RGPD / sécurité des données (5 points)	Hébergement des données en Europe	2 points
	Certification ou conformité ISO, SecNumCloud, etc.	3 points

- Critère 2 : Prix de l'offre – 30 points

Afin de comparer les offres des différents candidats, le bordereau des prix devra être complété au format d'origine (Excel).

- Critère 3 : Délai de mise en œuvre / accompagnement – 10 points

Pour le critère n°3 « Délai de mise en œuvre / accompagnement », le candidat devra proposer, dans le mémoire technique, les procédures et actions mises en place pour assurer la continuité de la solution actuelle au niveau administratif, financier et technique, incluant les prestations associées (conformément au présent CCTP).

En effet, le candidat devra s'adapter à un mode de fonctionnement particulier vis à vis des adhérents dont chacun possède ses propres caractéristiques. Ainsi, le candidat sera jugé sur son adaptabilité globale.

Article 27 Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- **Par transmission électronique**, via le profil d'acheteur de Soluris
- La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique
- L'envoi des offres par voie postale n'est pas autorisé
- La remise des offres contre récépissé n'est pas autorisée

Les offres devront parvenir à destination avant le 16/01/2026 à 12h00.

Article 28 Conditions d'envoi par transmission électronique

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Les candidats présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-securises.fr>.

Le niveau de sécurité requis par le profil d'acheteur est le niveau *** du RGS

En conséquence, le certificat de signature du candidat devra être d'un niveau au moins équivalent, les certificats de signature d'un niveau inférieur ne pourront être acceptés.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Contraintes informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf".

Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement envoyés sur support physique électronique ou transmis par voie électronique seront signés par le candidat dans les conditions fixées par l'arrêté prévu au I de l'article 42 du décret relatif aux marchés publics.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Les candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Formats autorisés en matière de support physique électronique: CD-Rom, DVD-ROM, clé USB..

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde:

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde:

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure

Article 29 Echanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations (le cas échéant) et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérés par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

Article 30 Infructuosité

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou passer un marché sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

Article 31 Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L2141-3 du code de la commande publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire de l'accord-cadre dans le délai mentionné dans la demande émise par l'acheteur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

Une fois ces pièces remises, l'acte d'engagement est signé par l'attributaire, si celui-ci ne l'était pas initialement. En cas de groupement celui-ci sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.